

La guerre continue au Rwanda

L'Humanité, 16 avril 1994, page 9

Malgré la poursuite des combats, l'ONU tente une médiation entre les deux belligérants. Révélations sur le rôle de la France.

LES combats ont repris vendredi à Kigali, où tout espoir de trêve rapide s'est de nouveau évanoui avec l'annulation, jeudi, d'une rencontre entre les deux belligérants. Par le biais de Radio-Rwanda, le gouvernement, réfugié en province, a appelé hier la population « à se coaliser contre le Front patriotique » (FPR). Dans le même temps, l'exode se poursuit, le Haut-Commissariat de l'ONU indiquant que 20.000 personnes ont déjà fui le pays depuis le début des affrontements.

Le général Romeo Dallaire, commandant de la Mission des Nations unies (MINUAR), poursuit sa médiation entre les deux camps. Selon le général canadien, « la non-reconnaissance du gouvernement par le FPR reste un problème majeur ». Même si les rebelles gagnent du terrain de jour en jour, les observateurs notent que les troupes de l'armée leur opposent une résistance inattendue. « Il y a des mouvements de troupes, a ajouté le général Dallaire. Dans toute la ville, il y a des poches d'activité. Il est difficile de savoir combien de rebelles se trouvent à Kigali : peut-être 1.500, 2.000 ou 3.000. »

La tâche des quelque 2.500 casques

bleus ne s'annonce pas facile après la décision belge de rapatrier son contingent. Le général Dallaire a estimé que la récente attaque contre l'aéroport - où sont basées des troupes de l'ONU - marquait « un changement dans l'échelle » des événements. A New York, le Conseil de sécurité de l'ONU hésite toujours quant à la décision à prendre sur l'avenir de la MINUAR. A savoir : rester en place, se replier dans un pays voisin ou partir.

Seule éclaircie sur le front, ce vendredi, les Nations unies ont annoncé être parvenues à un accord avec le FPR afin de prolonger de vingt-quatre heures les opérations d'évacuation des derniers étrangers bloqués à Kigali. Afin d'éviter toute provocation, la MINUAR a décidé d'informer les deux camps de l'itinéraire de l'évacuation. Mais, signe de la tension actuelle, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé la suspension de ces activités après le massacre de civils qui étaient placés sous sa protection. Des responsables du CICR ont précisé que des hommes armés avaient arrêté un véhicule de l'organisation à un barrage et avaient fait sortir six civils blessés avant de les abattre de sang-froid. A Genève, on précise que trente des employés rwandais du CICR ont été abattus depuis le début des affrontements. De son côté, l'UNICEF a

indiqué que sept de ses employés locaux avaient, eux aussi, été tués.

« L'horrible violence qui s'est emparée de la minuscule République rwandaise n'est pas le fruit du hasard. Pour les hommes de l'Akazu, le clan dirigeant du défunt président Habyarimana, le seul moyen de préserver leur pouvoir sans partage vieux de vingt et un ans était de tuer leurs ennemis le plus vite possible. Et, jusqu'à mercredi, lorsque les rebelles ont investi Kigali, cette clique brutale recevait l'aide venant d'un endroit inattendu : la France. » Ces révélations sont parues sous le titre « De l'argent français derrière le surarmement du Rwanda », vendredi, dans l'« Inter-

national Herald Tribune ».

L'auteur, membre de l'organisation Human Rights Watch, Frank Smyth, précise qu'en 1975 Paris signait un accord de coopération militaire avec le régime de Kigali. « Lorsque, en 1990 et encore l'an dernier, les rebelles se trouvaient aux abords de la capitale, ce fut la France qui accourut avec ses troupes et son artillerie », ajoute-t-il. En 1992, un contrat d'achat d'armes, de plus de 30 millions de francs, effectué auprès de l'Égypte, a été ainsi garanti par le Crédit lyonnais. « L'horreur de la tuerie au Rwanda devrait servir d'horrible leçon sur les dangers de la mainmise par une puissance impériale », conclut l'auteur.